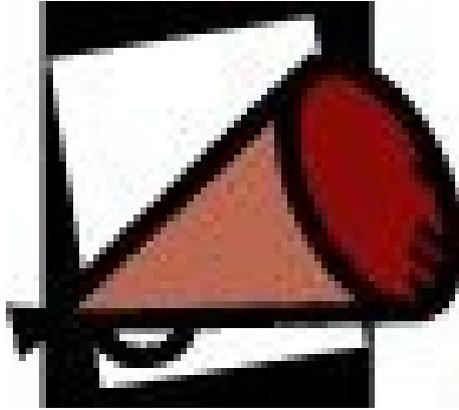


<https://www.pressegauche.org/CPE-le-gouvernement-offre-des-miettes-pour-freiner-la-penurie-de-main-d-oeuvre>



CPE : le gouvernement offre des miettes pour freiner la pénurie de main-d'oeuvre (FSSS-CSN)



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mardi 13 juillet 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 13 juill. 2021 - Le comité de négociation du plus grand regroupement du personnel des CPE au Québec ressort très déçu de la rencontre tenue ce matin avec le ministère de la Famille, le Conseil du trésor et les associations patronales, qui ont déposé leurs offres en matière de clauses à incidence monétaire. « Avec ce qui est sur la table, les 11 000 membres de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), qui éduquent et accompagnent nos tout-petits jour après jour, seront encore plus motivés à se doter d'un mandat de grève à exercer dès septembre », croit Stéphanie Vachon, représentante du secteur des CPE à la FSSS-CSN.

En ce qui a trait aux salaires, le nerf de la guerre pour freiner l'exode dans le milieu, les offres sont nettement insuffisantes. Le gouvernement propose une augmentation allant jusqu'à 12% pour les éducatrices qualifiées uniquement, à la fin d'une convention collective de quatre ans, se terminant en 2024. L'augmentation est de 9% pour les éducatrices non qualifiées. L'offre fond à 6% pour les autres titres d'emploi, tout aussi indispensables pour les enfants et leurs parents. Au terme de la convention, la technique d'éducation à l'enfance demeurera la moins payante de toutes les techniques équivalentes.

« On appelle le gouvernement à prendre les moyens afin de vraiment juguler l'hémorragie. Les travailleuses quittent et les cégeps peinent à trouver des recrues. La partie patronale est loin de donner le coup de barre souhaité par les familles québécoises et tant promis par le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe. Il y a urgence d'agir pour sauver le réseau », martèle Lucie Longchamps, vice-présidente de la FSSS-CSN.

De plus, le gouvernement n'offre rien pour répondre aux enfants à besoins particuliers, qui sont de plus en plus nombreux dans nos CPE, et qui nécessitent plus de services et plus de temps. « Les éducatrices sont laissées à elles-mêmes, sans être consultées, sans ressource, ni moyen. Rien pour alléger la charge de travail déjà lourde et exigeante ! Nos membres sont épuisés, alors que la COVID a aggravé leur état. À quand une véritable reconnaissance de leur détresse et des moyens pour la soulager ? », demande Stéphanie Vachon.

Les principales revendications

- ▶ Une augmentation salariale équitable pour tous les titres d'emploi. Une technicienne en service de garde scolaire, par exemple, gagnait 29,05 \$ l'heure au maximum de l'échelle (avant la négociation du secteur public) contre 25,15 \$ pour une éducatrice en CPE alors qu'elles ont la même formation collégiale.
- ▶ Des moyens pour donner de meilleurs services aux enfants, dont ceux à besoins particuliers, ainsi que le respect en tout temps des ratios pour la sécurité des tout-petits.
- ▶ Du temps pour la planification du dossier de l'enfant et pour la gestion de la cuisine.

Jusqu'à la mi-septembre, la FSSS-CSN mène une tournée d'assemblées pour consulter ses 11 000 membres et obtenir un mandat de dix jours de grève dans toutes les régions du Québec.

« Le gouvernement Legault a les moyens de faire des enfants québécois une priorité nationale, à plus forte raison avec la promesse de milliards de dollars à venir du gouvernement fédéral », conclut Lucie Longchamps.